Angles d'Attac

ASSOCIATION POUR UNE TAXATION DES TRANSACTIONS FINANCIÈRES ET POUR L'ACTION CITOYENNE
BULLETIN ÉDITÉ PAR ATTAC SUISSE, 1205 GENÈVE - WWW.SUISSE.ATTAC.ORG - NUMÉRO 100 – SEPTEMBRE 2015

CYCLES DE CONFÉRENCES ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ATTAC SUISSE

Face aux nombreuses menaces écologiques qui nous guettent, les bonnes âmes appellent l'humanité à «dépasser ses divisions» pour s'unir dans un pacte environnemental. Sommes-nous pourtant toutes et tous vraiment dans le même bateau? Et si, au contraire, cette vision consensuelle de l'écologie, niant tout clivage socio-politique et dépolitisant les enjeux, contribuait à garantir la survie d'un système injuste et insoutenable? En adoptant la perspective de celles et ceux qui subissent tous les jours les conséquences du libre-échange érigé en dogme absolu, attac vous invite à un CYCLE DE CONFÉRENCES qui postulent l'existence d'une conscience écologique de classe – parce que si un autre monde est toujours possible, ce n'est qu'en multipliant les luttes qu'on y parviendra.

Tous les détails en dernière page.

TOUT PEUT CHANGER

Capitalisme et changement climatique d'après Naomi Klein. Page 2

GRÈCE

La fin du printemps. Page 4

VERS LE FUTUR

Au cœur du Mordor européen. Page 6

Désinvestir pour l'avenir. Page 7

CANAL DU NICARAGUA

Aussi titanesque qu'insensé. Page 14

IDÉES

Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous. Page 11

Focus sur la création monétaire. Page 13

QUAND LE BATEAU COULE, FAUT-IL SAUVER LES SABORDEURS?

VIE D'ATTAC

Portrait de militant. Page 7

Un automne riche de rencontres. Page 16

Assemblée générale. Page 16

JAB 2500 BIENNE 4

Retours et changements d'adresse à attac, CP 165, 1870 Monthey 1
ou par courriel : secretariat@attac.ch

« Tout peut changer », selon Naomi Klein

Dans son dernier livre, traduit récemment en français, Naomi Klein se penche sur le changement climatique. Elle dit avoir elle-même nié longtemps l'ampleur de cette crise qui nous guette. Mais, d'après elle, cette crise pourrait être un puissant catalyseur de changement et de mobilisation faisant converger des mouvements sociaux et des luttes. Le changement climatique n'est pas un enjeu parmi d'autres. C'est un combat urgent qui met fondamentalement en question le fonctionnement de l'économie. Préserver le climat nécessite des politiques radicales qui sont en contradiction avec le capitalisme débridé et avec la mondialisation actuellement toujours en progression.

Selon l'agence internationale de l'énergie, le réchauffement climatique sera irréversible si les émissions de gaz carbonique ne sont pas maitrisées d'ici 2017. La très grande majorité des scientifiques s'accorde à dire que le changement climatique est lié à l'activité humaine et que le réchauffement a des conséquences graves, telles que la montée des eaux, l'augmentation des sécheresses ou l'occurrence et l'intensité de phénomènes météorologiques extrêmes. Ces faits sont connus, mais pratiquement rien n'a été fait jusqu'à présent pour limiter les émissions de gaz à effet de serre.

Il faut tout remettre en question

Aux Etats-Unis, il existe un puissant courant de climatosceptiques soutenus par des groupes de réflexion dont le plus important est le Heartland Institute. Financés par l'industrie du pétrole ou des individus riches, ces groupes nient le lien entre activité humaine et changement climatique et livrent des arguments à une certaine droite qui s'oppose farouchement à toute mesure de contrainte. Selon Naomi Klein, cette droite voit juste, car une politique qui préserve réellement le climat ne peut qu'aller contre l'idéologie du libre marché. Elle implique un secteur public fort, des investissements dans les infrastructures et les énergies alternatives, une diminution des inégalités, des économies locales revigorées, la fin de l'emprise des grandes multinationales, le respect des territoires des autochtones. Pour la droite étasunienne l'action collective et la réglementation des marchés ne peuvent que relever d'un complot communiste.

Pour sauver le climat, il faut diminuer l'utilisation des ressources. Pour éviter l'effondrement du système économique, il faut une croissance sans entrave ! Voici les enjeux. Mais c'est également le mythe fondateur de la culture occidentale qu'on doit abandonner, la croyance que l'humain ne fait pas partie de la nature, qu'il doit la dominer.

Le commerce avant le climat

C'est à la fin des années 1980 que la conscience du problème du réchauffement climatique commence à émerger. Le premier rapport du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) est publié en 1990. La conférence de Toronto de 1988 jette les bases pour le Sommet de la Terre de l'ONU qui a lieu en 1992 à Rio. En 1997, le protocole de Kyoto introduit des objectifs contraignants de réduction de gaz à effet de serre. Parallèlement, dans les années 1980 et surtout après la chute du mur de Berlin en 1989, l'idéologie néolibérale prend son envol. L'ALENA (accord de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique) entre en vigueur en 1994 et l'OMC voit le jour en 1995. Ainsi commerce et climat font l'objet de deux processus de négociation, menés par les mêmes gouvernements, dont chacun nie l'existence de l'autre. Promouvoir le libre-échange signifie augmenter les distances sur lesquelles les marchandises sont transportées, interdire aux gouvernements de favoriser les entreprises locales et de subventionner de manière efficace les énergies renouvelables, freiner – par la protection de brevet – le transfert de technologie verte vers les pays en développement, etc. Ces principes ne sont nullement remis en question aujourd'hui, au contraire : on ignore volontairement la crise climatique dans les accords commerciaux. Les gouvernements n'acceptent pas que des politiques climatiques puissent entraver la mondialisation.

Le poids des grandes compagnies pétrolières

Les combustibles fossiles sont responsables d'une très large part du réchauffement climatique. Le pétrole non conventionnel issu de la fracturation hydraulique

ou de sable bitumineux ainsi que le gaz de schiste sont plus néfastes pour le climat que le pétrole traditionnel de par leur mode d'extraction et par la quantité de gaz à effet de serre émis lors de la combustion. Mais l'industrie pétrolière a de plus en plus recours à ce type de combustible et a procédé à de lourds investissements dans des gisements toujours plus difficiles à exploiter, plus dangereux et plus nuisibles pour l'environnement. Un groupe de recherche a inventorié toutes les réserves de charbon, pétrole et gaz déjà revendiquées par les entreprises (enregistrées dans leurs registres comptables). Si ces réserves étaient brulées, elles émettraient cinq fois plus de dioxyde de carbone que ce qui serait acceptable d'ici 2050 pour respecter l'objectif des 2° d'augmentation maximale de la température.

C'est donc une évidence qu'il faut laisser une grande partie de ces réserves définitivement dans le sol et investir dans le développement d'énergies renouvelables. Or, l'idéologie néolibérale dominante n'envisage nullement de limiter l'activité des entreprises concernées. Les fonds que ces dernières consacrent aux énergies alternatives sont dérisoires, elles veulent rentabiliser leurs investissements et doivent se conformer aux attentes des actionnaires. Les gouvernements (en particulier celui des Etats-Unis) se montrent incapables d'imposer une politique énergétique digne de ce nom. Les compagnies d'énergies fossiles restent très influentes de par leur soutien aux campagnes électorales, voire la corruption.

Qui sauvera le monde ?

Lors de la conférence sur le climat en 2009 à Copenhague on a compris que la solution ne viendra pas des gouvernements. Des mécanismes de marché tels que celui du carbone sont un leurre et ont donné lieu à des abus parfois grotesques. En Amérique du Nord, les mouvements environnementa-

listes, assez efficaces dans les années 1970, se sont en grande partie compromis en acceptant des arrangements douteux avec des entreprises. Autre phénomène, typiquement américain, des multimilliardaires qui se découvrent écologistes et prétendent arranger le problème à coups de milliards. L'auteure montre l'exemple de Richard Branson qui proposait de financer la découverte d'un carburant miracle – découverte qu'on attend toujours – mais qui a surtout réussi à faire marcher ses affaires encore mieux, notamment sa compagnie aérienne low cost.

Au plus tard à la lecture du chapitre 8 du livre on commence à avoir réellement peur pour notre avenir. En effet, la géo-ingénierie prétend résoudre la crise du climat par une gestion du rayonnement solaire par exemple en pulvérisant des particules de soufre dans l'atmosphère pour diminuer ainsi le réchauffement. Ou encore par la « fertilisation » des océans avec du fer afin de soutirer du dioxyde de carbone à l'atmosphère. Contrairement à la majorité des scientifiques qui prône la réduction des émissions, les partisans de la géo-ingénierie (une clique d'hommes présomptueux selon l'auteure) veulent à tout prix préserver nos habitudes au risque de détraquer le système terrestre de façon complètement imprévisible. Bill Gates est de la partie pour financer ce type de recherches.

La montée des mouvements sociaux

C'est dans les combats contre l'extractivisme qu'on constate un essor considérable des mouvements sociaux. Ces luttes contre les mines à ciel ouvert de charbon, les forages pour le gaz de schiste ou le pétrole, l'exploitation des sables bitumineux qui saccage d'immenses terrains sont devenues de plus en plus nombreuses. Quelques luttes sont déjà anciennes, comme celle concernant l'extraction pétrolière du Delta du Niger, particulièrement scandaleuse. Dans beaucoup de régions ce sont les habitants directement concernés qui se mobilisent ce qui n'est pas étonnant car, pour le gaz de schiste en particulier, d'immenses étendues sont concernées. En Grande-Bretagne, par exemple, la zone d'étude pour des activités de fracturation représente environ la moitié de l'ensemble du territoire. Un réveil brutal pour des citoyens qui se croyaient longtemps loin des régions d'extraction.

Si ces luttes ne réussissent pas toujours à stopper les compagnies pétrolières, ces dernières ont de plus en plus mauvaise réputation. Le mouvement 350.org invite les institutions publiques comme les universités et les administrations municipales à se départir des actions qu'elles détiennent dans les industries des combustibles fossiles. Le message adressé ainsi à cette industrie est clair : il est inadmissible de suivre un modèle économique misant sur la croissance sans limite de l'extraction et l'utilisation d'énergie fossile, car cela mènera à la destruction de la planète. Ce mouvement, lancé en 2012, connait un succès fulgurant.

D'autres mouvements très importants sont ceux des autochtones d'Amérique du Nord, appelés aussi premières nations. D'importantes luttes se jouent contre les compagnies pétrolières sur leurs territoires. Vu les enjeux économiques, leurs droits territoriaux sont souvent bafoués, ce qui donne lieu à des batailles juridiques. C'est une lutte inégale. Parfois les autochtones n'ont d'autres choix que d'accepter les compensations proposées par les compagnies. D'où la très grande importance de développer une économie alternative, maîtrisée localement avec ses propres moyens de production énergétique renouvelable.

D'après Naomi Klein, la réponse ne peut donc venir que de la mobilisation croissante de la population. Mais il ne s'agit pas seulement de ceux qui se battent contre le changement climatique, mais également

des mouvements qui luttent pour le service public, la justice sociale, contre l'emprise des multinationales et les accords de libre-échange, pour des rapports plus équitables entre le Nord et le Sud, pour la justice fiscale ou encore contre la corruption, toutes des causes qui peuvent converger dans la lutte pour la préservation du climat.

Voilà un aperçu très partiel du contenu de ce vaste ouvrage et c'est ce qu'on peut peut-être lui reprocher, car ses plus de cinq cents pages décourageront peut-être nombre de personnes potentiellement intéressées par la lecture. Et ce serait dommage, car il s'agit d'un livre important et dont un des mérites est de montrer clairement pourquoi le combat pour le climat ne peut faire l'impasse sur une remise en question du fonctionnement de notre système économique

Christine Dellsperger

Site internet

Dès cet automne, le site d'attac suisse www.suisse.attac.org change de veste graphique et de concept.

Vous continuerez d'y retrouver les articles de tous les numéros d'Angles (qui fête son 100ème numéro !), la documentation autour des campagnes en cours ainsi que notre agenda avec les évènements que nous organisons ou soutenons. L'idée, c'est également de nourrir ce nouvel espace avec des publications hebdomadaires : n'hésitez pas à nous soumettre des textes ou à nous signaler des articles ! Un site ne vit que grâce à l'attention que lui portent des usager-e-s.

La fin du printemps grec

Peter Kazimir, ministre des finances slovaque, a publié et ensuite effacé le tweet suivant : « Le compromis que nous avons trouvé sur la Grèce est dur pour Athènes, c'est le résultat de leur « printemps grec ». Le ministre indiquait en somme que la sévérité de l'accord conclu à Bruxelles le 13 juillet s'apparentait à une punition. Pourquoi ?

D'abord parce que le peuple grec a choisi un gouvernement de gauche radicale, qui voulait rompre avec la politique de démolition de l'UE ; cet exemple pourrait être suivi dans d'autres pays, ainsi l'élite européenne perdrait largement son contrôle sur le cours social de l'UE. Ensuite, la Grèce a cru qu'elle avait le droit d'agir souverainement – alors que la commission européenne s'était habilement servie de la crise financière en 2008 pour retirer leurs principales compétences économiques aux gouvernements nationaux –. Enfin la Grèce a osé organiser un référendum.

« En 1967, il y avait les tanks (les colonels). En 2015, il y avait les banques » (Yanis Varoufakis)

La hauteur de la dette grecque résulte de la très forte augmentation des taux d'intérêt entre 1988 et 2000, de dépenses militaires, à partir de 2000 de la chute des recettes publiques provoquées par l'évasion fiscale et par les amnisties fiscales et autres cadeaux concédés aux plus riches, du sous-développement des activités productives (la production industrielle a chuté de 30%) et de son corollaire : la grande dépendance de la Grèce à l'égard des financements externes, notamment le tourisme et les financements européens. La classe dirigeante grecque, souvent corrompue et de mèche avec les banques, a fait de très mauvais choix dans le passé, mais c'est au peuple qu'on demande d'en payer le prix ! Nous l'avons vu en Amérique latine et en Asie également. Néanmoins, la faute principale est à attribuer à la communauté financière qui a encouragé la Grèce à parcourir une voie sans issue. Les investisseurs ont acheté des obligations grecques pour bénéficier de taux d'intérêts élevés, bien sûr. Et maintenant on assiste à la privatisation des bénéfices et à la socialisation des pertes, si bien que les Européens ont l'impression de payer pour les Grecs, alors qu'ils payent pour leurs banques qui ont agi de manière insensée.

Les partis traditionnels grecs sont majoritairement en faveur des mesures d'austérité, tout comme les grands intérêts économiques et les médias. Et pourtant « c'est ridicule, parce que l'austérité ne fonctionne pas (…) la plus grande preuve est l'inverse, aux Etats-Unis pendant la Grande dépression, lorsque le président Roosevelt a lancé toutes ces politiques pour remettre les gens au travail, pour injecter de l'argent dans l'économie » écrit John Perkins, auteur des « *Confessions of an Economic Hit Man* » qui a révélé comment les organisations internationales leurrent les gouvernements de certains pays en les appâtant avec des promesses mensongères. Loin d'atteindre une croissance économique galopante, ces pays s'effondrent sous le poids de dettes écrasantes et insoutenables.

Après cinq années de mesures d'austérité draconiennes imposées par La Troïka, la situation en Grèce était sans issue. Jamais depuis la seconde guerre mondiale on n'avait vu de tels chiffres dans un pays occidental. Le PIB avait baissé de 27%, la dette publique était passée à 180%. Les dépenses publiques étaient réduites d'un tiers. Le chômage avait passé à 28% (celui des jeunes à 50%), le revenu des ménages avait baissé de 35%. Quelque 30% de la population vivaient sous le seuil de pauvreté. Beaucoup de retraités grecs avaient vu leur pension réduite de 45%. Mais le FMI exigeait une nouvelle baisse. Il faut savoir que pour 49% des ménages, l'allocation d'une pension est le revenu principal ! « Ce qui est en train de se produire avec ces mesures d'austérité (en Europe) », commente Noam Chomsky, « c'est vraiment la lutte des classes ».

Le 25 janvier 2015 Alexis Tsipras, le dirigeant de la coalition de la gauche radicale grecque Syriza, arrive au pouvoir. La position officielle de Syriza a toujours été que l'on peut opérer des changements importants sans quitter la zone euro. En février 2013 déjà, Tsipras déclarait son programme dans un article du Monde Diplomatique qui redonnait de l'espoir aux Grecs. Il voulait « parvenir à une solution globale, collective et définitive du problème de la dette », calquée sur « celle de Londres sur la dette allemande en 1953 ». Il demandait aussi une restructuration de la dette, un moratoire sur le service de la dette, une clause de développement, la recapitalisation des banques sans que ces sommes soient comptabilisées dans la dette publique et des réformes visant à une plus juste répartition des richesses. Il remettait ainsi en cause les privilèges d'une classe favorisée par une politique fiscale très inégalitaire. Depuis le début de la crise les impôts ont augmenté de 337% pour les pauvres et seulement de 9% pour les riches ! Il dénonçait le fait que la Grèce était devenue une « colonie financière de la zone euro. »

Pendant les cinq mois qui ont suivi son arrivée au pouvoir Tsipras a tenté en vain d'obtenir la fin des mesures d'austérité, un allègement de la dette, un programme d'investissement susceptible de dynamiser l'économie.

Le retour de la démocratie

Tsipras décide alors d'interpeler par référendum le peuple grec qui va devoir décider si les propositions des créanciers sont acceptables. La décision d'organiser un référendum le 5 juillet provoque une réaction de l'Eurogroupe extrêmement grave, avec un communiqué où il annonce l'expulsion de la Grèce. Il s'agit d'un véritable abus de pouvoir, l'Eurogroupe n'ayant en effet pas d'existence légale et opérant sous couvert de la Commission et du Conseil. Cette exclusion révèle au grand jour la nature fondamentalement antidémocratique des institutions de l'UE.

Juste après l'annonce du référendum, la BCE a partiellement refermé les robinets et donné aux Grecs juste de quoi échapper au chaos sur les marchés financiers et en évitant que la Grèce ne soit exclue d'emblée de la zone euro. Mais le débit d'argent est bien sûr insuffisant pour que les banques puissent fonctionner normalement, avec les conséquences bien connues. Un membre de Syriza au Parlement européen a comparé la situation à celle du début des années '70 au Chili, juste avant le coup d'Etat contre Allende.

Cela démontre une fois de plus que la BCE n'est pas une banque centrale indépendante. Elle a pris le parti des créanciers et pour faire plier les Grecs, elle n'a pas hésité à utiliser la politique monétaire, démontrant ainsi qu'elle n'est pas au-dessus des intérêts politiques particuliers comme l'exige son statut. Elle a asphyxié la Grèce

en bloquant l'ELA [1]. Elle a renoncé à son rôle fondamental de prêteur de dernière instance quand il y a une crise bancaire. Au contraire, cette crise, elle l'a alimentée les mois précédents en laissant entrevoir ses intentions. Elle a violé son mandat. Ce comportement est déconcertant et devrait effrayer plus d'un (des pays comme l'Italie par exemple) !

D'une façon générale les acteurs européistes ont été « terrorisés par le spectre de la démocratie », écrit Jacques Sapir, économiste, qui voit dans le référendum « un geste gaullien », et le symbole du retour de la démocratie dans l'espace européen.

Malgré toutes les pressions et une propagande massive pour le « oui », le 61% des Grecs a dit « non » et refuse les propositions des créanciers. L'enthousiasme s'empare de toute la gauche, et au delà, en Grèce et en Europe. Tous les yeux sont rivés sur Athènes. On retient son souffle, l'espoir renaît. On veut y croire… Pour Costa Lapavitsas (professeur d'économie, co-fondateur de Syriza) le référendum, où le « non » a triomphé a démontré d'abord que « l'euro est une affaire de classe (…) et les gens l'ont instinctivement ressenti : les riches ont voté « oui » et les pauvres ont voté « non ». Ensuite (il a prouvé) que pour la première fois en cinq ans la jeunesse grecque, si attachée à l'Europe, s'est exprimée et elle a dit « non » à 80% ».

Le 5 juillet le peuple grec n'a pas plié ! Mais le gouvernement, lui, a plié le 13 juillet.

Un nouvel accord de « sauvetage »

Dans la nuit entre le 12 et le 13 juillet 2015, « l'opinion publique mondiale clamait « ThisIsACoup », au point que c'est devenu cette nuit-là sur Twitter le premier hashtag au niveau mondial » (Alexis Tsipras).

L'accord entre la Grèce et les autorités européennes impose des recettes néolibérales aux conséquences néfastes et confine le pays à un statut néo-colonial. Il exige :

- d'annuler tous les projets progressistes légiférés par Syriza depuis son arrivée au pouvoir ;
- d'accélérer la saisie et la liquidation de commerces et de résidences qui ne peuvent pas payer leurs dettes ;
- d'affaiblir, ou même éliminer, les normes du travail protégeant les recours collectifs par les employés ;
- la mise en place d'un mécanisme de surveillance des lois soumises au vote de la Vouli (le Parlement grec) : elles devront être « examinées » par les représentants du Quartet (Commission européenne, FMI, BCE, Mécanisme européen de stabilité) pour s'assurer qu'elles sont conformes à l'accord ;
- un mécanisme de coupure automatique des dépenses sociales pour compenser toute défaillance économique ;
- la mise en place d'un fonds de privatisations censé engranger 50 milliards d'euros.

La structure de ce fonds est analogue à celle de la Treuhand qui a géré l'« assimilation » de l'économie de l'ancienne RDA de la part de l'Allemagne de l'ouest (dont s'est occupé, entre autres, M. Schaüble, le ministre allemand !).

Pour comprendre à quel point l'accord révèle l'agressivité des Européens, il est utile d'examiner ce qu'il contient exactement. Il existe un site internet de l'agence établie en 2011 pour superviser le processus de privatisation de 50 milliards précédents, la Hellenic Republic Asset Development Fund, qui liste tout ce que la Grèce devrait vendre, avec photos, cartes géographiques et descriptions en anglais ! « Il s'agit de fait de vendre la mémoire de nos ancêtres, de vendre notre histoire », s'est exclamé un conseiller du gouvernement grec ! Les sommes recueillies n'atteindront jamais les hauteurs annoncées. « Depuis 2011 les privatisations ont apporté un peu moins de six milliards (…) De plus, le prix des actifs privatisables a beaucoup chuté avec la récession », selon Cristopher Dembik de Saxo-Bank. L'argent du fonds servira essentiellement à recapitaliser les banques grecques et à payer les intérêts d'une dette que tout le monde considère comme insoutenable ! Ce qui restera pour l'investissement public, ou même privé, représentera au mieux quelques miettes.

L'accord global prévoit une aide de 86 milliards (sur trois ans) et s'ajoute aux 320 milliards de dette existants. L'endettement va dépasser 210% : ce niveau n'est pas soutenable. On disait vouloir alléger l'endettement, c'est le contraire qui arrive !

Paul Krugman, Joseph Stiglitz, Thomas Piketty et beaucoup d'autres économistes, europhiles comme eurosceptiques, libéraux comme socialistes, critiquent ce troisième plan de « sauvetage ».

Mais il y a aussi l'envers du décor ! L'une des causes importantes de l'accord, c'est l'entrée en action de la diplomatie américaine. Les USA ne voulaient pas voir un pays européen ouvrir une brèche sur le continent en s'approchant par exemple des pays du BRICS et de l'Amérique latine. En outre, le risque des dominos en Europe était pris très au sérieux.

Les conséquences d'une capitulation désastreuse

Elles sont dramatiques pour le peuple

grec, pour l'unité de la coalition de gauche Syriza, pour tous ceux qui ont cru voir dans l'élan référendaire du 5 juillet l'espoir de faire bouger les lignes en faveur de politiques plus sociales et, in fine, pour la démocratie tout court. Pendant qu'on faisait semblant de négocier avec le gouvernement grec, on préparait « en coulisses une éventuelle alternance politique avec les forces conservatrices et réactionnaires désavouées le 25 janvier » (Attac France). En proclamant que les traités européens sont soustraits à tout vote démocratique, le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, ne l'avait pas caché : la démocratie en Europe est un mot vide de sens. Les traités sont négociés entre Etats et non entre populations ; c'est une réalité juridique.

Encore Alexis Tsipras : « le peuple grec est comme le fugitif qui, parce qu'il a tenté de s'échapper de la prison de l'austérité, a été placé à l'isolement. Il mène un combat pour s'enfuir, mais à la fin il est arrêté et jeté dans une cellule encore plus étouffante et plus étroite ».

Les créanciers exigent aussi l'accélération de la mise en place des réformes dans le but de contourner, comme dans le passé, le processus démocratique jugé trop lent. Zoè Konstantopoulou, présidente du Parlement grec, la définit une « attaque violente contre la démocratie », qui a le seul mérite de dévoiler les intentions des milieux d'affaires cherchant à exclure les représentants du peuple des prises de décisions qui les concernent.

D'après Costas Lapavitsas (professeur d'économie, co-fondateur de Syriza, député), l'accord de « sauvetage » non seulement est récessif, mais il va aussi augmenter les inégalités dans le pays. Le gros des recettes fiscales viendra des impôts indirects. En outre les mesures imposent de prendre 800 millions par an dans les retraites. Il n'y a aucune mesure destinée au développement du pays. Le vainqueur de cet accord, c'est l'oligarchie qui s'exprime dans les médias de masse. Il précise : « L'idéologie et les intérêts de classe se réifient dans la pratique, dans l'institution elle-même (de la monnaie unique). C'est ce que la gauche en Europe et en Grèce s'est révélée incapable de comprendre : les mécanismes de l'Union européenne et monétaire sont une pratique de classe réifiée. Vous ne pouvez pas les transformer parce que vous avez gagné les élections en Grèce (…) de deux choses l'une : soit vous détruisez cet édifice, soit vous l'accepter tel qu'il est. Nous en avons désormais la preuve irréfutable. Un gouvernement de gauche profiterait d'une sortie de l'euro pour reporter ce fardeau sur les épaules des mieux lotis et pour transformer le rapport de force dans le pays. »

Il faut maintenant reconstruire en Grèce un front d'opposition décidé à rompre avec l'euro qui « s'est révélé un outil très efficace pour détruire l'Etat-providence » (Paes Mamede). En effet, quand l'économie décroît, les gouvernement ne peuvent adopter qu'une seule politique : la dévaluation interne, par l'amputation des salaires. Lorsque la croissance reprend, rien ne les oblige à les augmenter. « Un tel projet, » dit l'économiste espagnol, « condamne la région à une déflation permanente qui n'est viable ni économiquement, ni politiquement, ni socialement ». Selon Christian Laval, professeur de sociologie et membre du conseil scientifique d'Attac, on n'a plus rien à attendre de cette Europe unie qui « peut détruire un de ces membres » et qui est devenue « une prison des peuples », ni de la zone euro qui est devenue « un quartier de haute sécurité ». Cette prison est « la rationalité ordolibérale elle-même, telle qu'elle est cristallisée dans les institutions monétaires, incorporée dans un corps de lois, inscrite dans les traités budgétaires ».

L'Europe doit ainsi se débarrasser d'un système monétaire qui ne survit que grâce au soutien des secteurs politiques et économiques dominants. Le dysfonctionnement de l'euro est dû avant tout à la politique allemande qui vise à comprimer les salaires et qui est devenue l'un des principaux prêteurs en Europe. L'Allemagne a amputé sa propre demande pour mieux capter les richesses en provenance de l'étranger. Une politique dont la population fait les frais et qui a réjoui les grands exportateurs et les banques.

« Au niveau du sens commun, la sortie de l'euro charrie une sorte de tiers-mondisation symbolique pour le Grec moyen. Les jeunes générations ont moins de raisons que les autres de partager ce complexe de la subalternité. Cet « européisme » ambiant de la société grecque est resté toutefois hégémonique, y compris dans les forces d'opposition aux politiques néolibérales ». C'est l'avis de Stathis Kouvelakis, philosophe francophone, membre du comité central de Syriza et de la plateforme de gauche. Cela explique pourquoi Syriza dès le début a choisi de s'adapter à « l'européisme ». Mais au fil du temps, devant le chantage des créanciers, l'idée de la sortie de l'euro « gagne en popularité chez les travailleurs, les pauvres et au sein des classes moyennes inférieures », clame Costas Lapavitsas qui préconise la sortie de l'union monétaire, mais non de l'Europe.

En France, Frédéric Lordon pense que la situation actuelle offre une opportunité historique à la gauche radicale de reconstruire une frontière de classe dans les sociétés européennes. Faudrait-il alors profiter des élans d'une sorte de « patriotisme émancipateur » pour constituer des identités politiques « nationales-populaires » – d'après la formule d'Antonio Gramsci, philosophe marxiste italien – comme il advint en Amérique latine ?

Tina Leoni Joye

Portrait de militant

Gérald Mermet, né en 1944. Pas une très bonne année pour naître. Père à la mob, mère ouvrière avec déjà 2 enfants, pas très contente de ma venue. J'ai tout de même eu la chance de faire des études universitaires. Aujourd'hui, vieux retraité, après une carrière professionnelle assez insignifiante, sauf peut-être les cinq dernières années en tant qu'enseignant dans une institution pour jeunes en difficultés.

Comment as-tu connu ATTAC ?
Si je me souviens bien, par la lecture du Monde Diplomatique. Les jeunots ne le savent peut-être pas, mais le Diplo a joué un rôle important dans la fondation du mouvement.

Les épisodes marquants de ton parcours de militant ?
Je suis un cérébral plutôt qu'un homme d'action. Ma première contribution a été un texte sur la crise des subprime paru dans Angles de janvier 2008. J'étais très fier d'être publié.

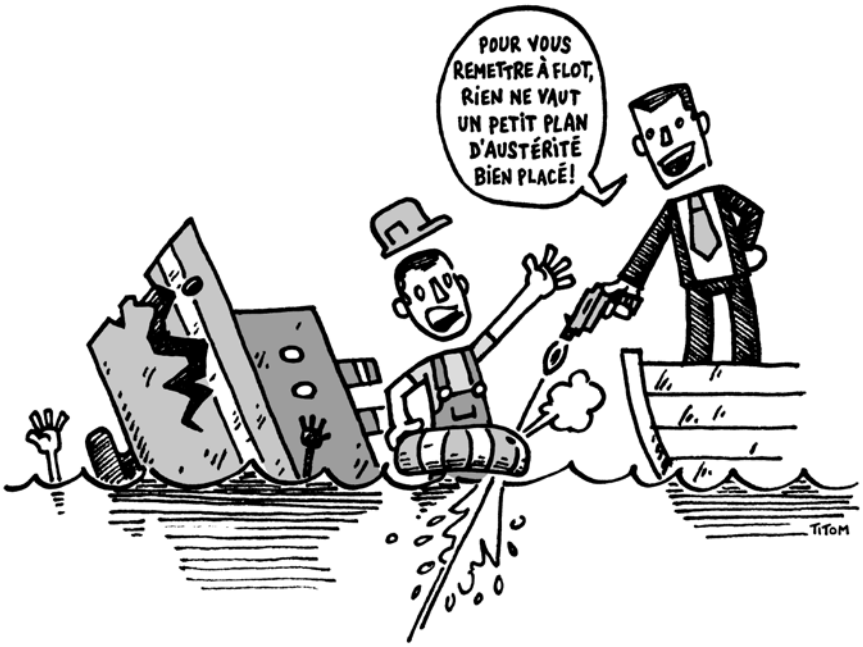
Après tant d'années qu'est-ce qui motive ton engagement ?
Attac est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action citoyenne. J'aime bien cette définition qui apparaît sur le site d'ATTAC France. Je me considère comme un passeur d'informations. J'ai le temps de lire et je signale les articles des journaux et revues qui me paraissent importants. J'essaie aussi, dans mes textes, de rendre accessibles les matières complexes de l'économie et de la finance.

Une chose qui te révolte...
Je suis un grand révolté, donc tout me révolte. En ce moment, ce serait la haine et la peur que Mme Merkel et M. Schäuble ont propagées dans l'Europe entière.

... et une qui te donne de l'espoir ?
Le développement des mouvements citoyens qui prennent de nouvelles formes ces dernières années et qui parviennent parfois à déborder les politiques.

Une lecture ?
Peut-être pas une lecture, mais des auteurs qui m'ont marqué. On peut tout relire de Bourdieu, en particulier l'admirable travail de groupe «La misère du monde». Dans le domaine de la psychologie, il y a Carl R. Rogers. Ses écrits, sont empreints d'une grande humanité. Enfin, contre la révolte qui est inconfortable, méditez avec Jon Kabat-Zinn et «L'éveil des sens». Je sais, c'est devenu une mode, mais vous pourrez certainement en tirer quelque chose.

Un film à partager ?
Il y en aurait tant ! J'aime bien l'humour de Woody Allen. A mon âge, je me sens assez concerné par un de ses mots : «L'éternité c'est très long... surtout vers la fin ! «. En même temps, je ne peux pas m'empêcher d'éprouver un petit frisson d'angoisse ! Mais c'est la preuve que je vis encore.



ENDE GELÄNDE

Action de masse au cœur du Mordor européen

Après des mois de préparation, des activistes venus de toute l'Europe ont réussi à pénétrer et à bloquer, le temps d'une journée, la production de la gigantesque mine de charbon à ciel ouvert de Garzweiler exploitée par la multinationale RWE en Allemagne. En pénétrant à l'intérieur de la mine, qui mesure 7 kilomètres de long et abrite les plus grandes excavatrices du monde, les militant-e-s ont découvert un paysage de désolation faisant penser au « Mordor » du Seigneur des anneaux, la trilogie de Tolkien.

« Ende Gelände », le mot d'ordre de la mobilisation signifie « Stop ! On n'ira pas plus loin ». L'existence de cette mine est une illustration flagrante du gouffre qui sépare les discours des gouvernements et des multinationales de leurs actes. La lutte contre le changement climatique nécessite l'arrêt immédiat de l'extraction du charbon, énergie fossile qui reste la première source d'émissions mondiales de CO_2.

Mener des actions des actions citoyennes, ça s'apprend ! Pour préparer la rentrée des « faucheurs de chaises » – en février, les militant-e-s de Bizi ! avaient réquisitionné huit chaises pour protester contre l'impunité dont bénéficie la banque, organisatrice d'évasion fiscale à grande échelle –, ATTAC France a organisé des formations à la réquisition citoyenne pendant son Université d'été à Marseille, un projet qui pourrait être proposé également en Suisse. Cela vous intéresse ?

secretariat@attac.ch

Impressum

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 4x par année. Destiné aux membres et aux abonnés. Impression et mise en page : Deltagraph, Bienne. Tirage 1'600 exemplaires

Abonnement

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en mentionnant distinctement votre adresse. les membres d'Attac sont abonnés automatiquement.

Ont participé à ce numéro :

Mirko Locatelli, Christine Dellsperger, Gérald Mermet, Sabrina Scardua, Jane Seligmann, Marion Tanner, Markus Flück, Michel Pellaton, Tina Leoni Joye

Les articles n'engagent que leurs auteurs. Ils ne représentent pas forcément la position d'Attac.

Traductions

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur coorditrad.attac.org ou en envoyant un mail à coorditrad.ch@attac.org , ou par courrier postal auprès d'attac suisse

Courrier des lecteurs et lectrices

Réagissez, participez, n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à : Courrier de l'Angles d'ATTAC, cp 5105, 1002 Lausanne
ou par mail: secretariat@attac.ch

Internet

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur www.suisse.attac.org , rubrique Angles d'ATTAC

Courriels

Veuillez prendre note de notre nouvelle adresse e-email:
secretariat@attac.ch

Stop aux renvois !

La campagne contre les renvois vers l'Italie se poursuit. Après la remise de la pétition « Stop aux renvois vers l'Italie!» - signée par plus de 9'000 personnes - au Conseil fédéral et au Secrétariat d'État aux Migrations (SEM) le 3 juin 2015, Solidairité sans Frontières (SOSF) s'attèle cet été à l'organisation d'un **Festival « Stop aux renvois!»** qui aura lieu:

à Berne, sur la Schützenmatte
le samedi 26 septembre 2015
de 14h à 23h.

Au programme: présentation du travail des organisations de soutien aux migrant.e.s, lectures, ateliers, activités pour les enfants, exposition de photos, concerts, petite restauration et bar.

Le désinvestissement

Le désinvestissement, c'est le contraire de l'investissement. Cela consiste à se débarrasser d'actions, d'emprunts ou de fonds d'investissement qui sont critiquables d'un point de vue éthique ou écologique. Les investissements dans les énergies fossiles représentent un risque pour les investisseurs et pour la planète – c'est pourquoi nous appelons toutes les institutions à retirer leurs avoirs de ces entreprises. Le mouvement de désinvestissement actuel applique ce concept à l'égard d'entreprises pétrolières comme Shell, BP et Exxon.

Interview de Edwin Moser, fossil-free.ch, réalisée par Markus Flück

D'où provient l'idée ?

Il existe dans l'histoire récente quelques exemples de campagnes couronnées de succès, parmi lesquelles le Darfour par exemple, mais la plus efficace a culminé en Afrique du Sud pendant l'Apartheid. Dès le milieu des années 80, 155 universités américaines, certaines parmi les plus réputées, ont retiré leur fortune des entreprises faisant commerce avec l'Afrique du Sud. La campagne de désinvestissement a réellement participé à faire tomber le régime d'apartheid, et à faire progresser le pays vers la démocratie et l'égalité des droits.

Quels succès avez-vous obtenus ?

Le désinvestissement remet en question la réputation des entreprises qui gagnent de l'argent avec les combustibles fossiles, ouvrant ainsi la voie à des mesures politiques durables. Les campagnes de désinvestissement contre les énergies fossiles ont reçu de larges soutiens, de la Fondation Rockfeller au fonds souverain norvégien. Les firmes pétrolières européennes essaient de se positionner comme progressistes, vraisemblablement aussi en raison de la pression exercée par les campagnes de désinvestissement de ces dernières années.

Qu'est-ce qui lie le désinvestissement et la protection du climat ? Est-ce que les placements dans les énergies fossiles ne deviendront pas encore plus intéressants pour d'autres investisseurs, puisque les intérêts et les dividendes sur les investissements financiers augmentent pour les firmes concernées ?

Quand, en raison du mouvement de désinvestissement, ces firmes doivent payer des intérêts plus élevés pour qu'on leur prête malgré tout de l'argent, il s'agit d'un succès, du point de vue de la protection du climat. L'industrie fossile est en concurrence avec la production énergétique d'origine renouvelable. Si les coûts de financement et d'exploration pour le charbon, le pétrole et le gaz continue d'augmenter, on assiste au triomphe des énergies renouvelables.

Qui veut malgré tout prendre des parts dans des firmes liées aux combustibles fossiles prend un risque financier. Sans résistance du monde politique et de la société, le modèle d'affaire de l'industrie fossile promet le chaos climatique. Si le cours des actions des firmes d'énergies fossiles chute, le rendement pour l'investisseur peu scrupuleux n'est pas intéressant. C'est le cas en ce moment pour beaucoup d'entreprises du charbon. La banque nationale suisse a perdu beaucoup d'argent avec les schistes bitumineux et la fracturation hydraulique (SonntagsZeitung, 28. Juni 2015).

Quel est le lien avec la justice ?

Le désinvestissement fait partie de l'effort en faveur de la justice climatique. Comme pays industrialisé, la Suisse a historiquement des émissions de gaz à effets de serre si élevées, que nous avons utilisé notre quota depuis longtemps.

Même si, en raison de la défaillance des politiques, nous ne pouvons réduire nos émissions à zéro, nous pouvons au moins faire en sorte que notre épargne ne serve pas à financer des mines de charbon et des pipelines.

Selon South Pole Carbon, la production de gaz à effet de serre de l'industrie financière suisse est bien plus élevée que les émissions de la Suisse. Il n'y a donc pas de justice climatique sans désinvestissement.

Comment la campagne pour le désinvestissement parvient-elle à atteindre l'industrie financière suisse ?

Chaque institution publique ou étatique, chaque association et tout un chacun peut prendre la responsabilité des conséquences de son épargne. Sur le site internet de fossil-free.ch, il est possible depuis le 18 septembre de pousser la banque nationale, le fond AVS et Swiss Re au désinvestissement. Depuis le 28 novembre, fossil-free.ch propose un outil en ligne pour encourager, en peu de clicks, sa caisse de pension, sa banque ou son assurance à des investissements responsables. La RevueDurable est notre partenaire en Suisse romande[1]. Elle publie une édition spéciale et organise un cycle de conférences au sujet du désinvestissement. L'alliance climatique, qui comporte 60 organisations partenaires, soutient notre campagne.

Attac vous invite à une discussion sur la justice climatique et le désinvestissement le 9 novembre à 19 heures à la Kirchgemeindehaus Steigerhubel à Berne.

1 http://www.larevuedurable.com/fr/

LECTURE

Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous

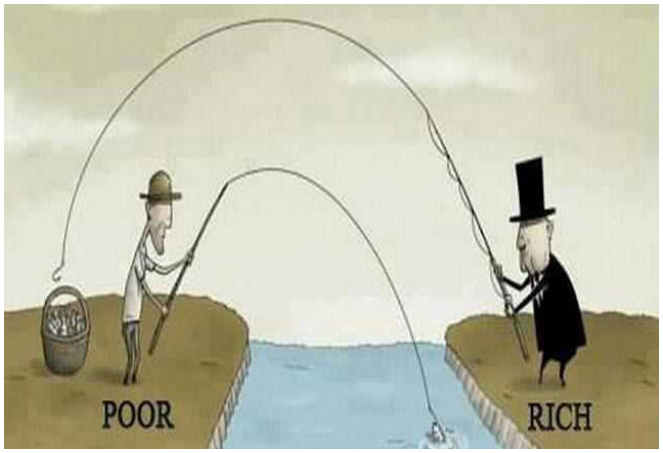
Par André Verkaeren, traducteur de l'ouvrage homonyme de Richard Wilkinson et Kate Pickett (Les Petits Matin/Etopia, 2013). Démonstration chiffrée à l'appui, deux épidémiologistes britanniques affirment que l'inégalité des revenus est le principal obstacle à la santé et au bonheur des habitants des pays développés.

En d'autres termes, le monde matériellement riche sécrète d'autres types d'affections, fortement influencées par l'état de sécurité psychologique de la population. Le confort matériel nous « met à nu », psychologiquement et émotionnellement. Sans surprise, plus une société est inégalitaire, du point de vue des revenus, plus sa population souffre de problèmes sanitaires et sociaux. En revanche, et c'est moins attendu, il est à présent attesté que le niveau moyen de la richesse matérielle d'un pays – du moment qu'il a dépassé le seuil matériel du bien-être – n'influe plus du tout sur la situation. Même le pays le plus riche du point de vue du PIB sera submergé par des problèmes sanitaires et sociaux si les revenus de sa population sont inégalitaires. « Submergé » est un terme approprié, dans la mesure où les écarts observés entre pays égalitaires et inégalitaires sont réellement gigantesques, quel que soit le revenu moyen par tête. Enfin, à revenus identiques, les conditions sanitaires et sociales d'une couche déterminée sont moins bonnes dans une société inégalitaire, en comparaison à une société égalitaire ; et ce même chez les ultra-riches. Pour être plus précis, elles sont de toute façon moins bonnes et d'autant moins bonnes que l'on se déplace vers le bas de l'échelle sociale.

La société de consommation génère l'anxiété

Wilkinson et Pickett plantent d'abord le décor de tout épidémiologiste qui se penche sur nos sociétés modernes. Des constats évidents s'imposent que bon nombre de nos décideurs s'obstinent à nier. Le niveau du PIB, au-delà de 20'000 dollars par habitant par an, n'a plus vraiment d'influence sur le bien-être de la population. L'inégalité des revenus, par contre, occupe le devant de la scène. Nous sommes la première génération obligée d'admettre que pour continuer à améliorer le bien-être, produire davantage n'est plus utile, voire franchement contre-productif. Autre élément central, l'avènement de la société de consommation va de pair avec une montée générale de l'anxiété, causée par la menace omniprésente de l'évaluation sociale dans les sociétés riches.

Une fois ce contexte résumé, les auteurs passent en revue une série de problématiques caractérisées par un gradient social, c'est-à-dire d'autant plus marquées et plus graves que l'on descend dans l'échelle sociale : vie communautaire et relations sociales, santé mentale et consommation de drogue, santé physique et espérance de vie, obésité, performance éducative, maternité précoce, violence, peines et incarcération, mobilité sociale. Les pays riches sont comparés entre eux et, pour confirmer les résultats, ils sont ensuite contre-vérifiés par rapport aux cinquante états américains. Les séries de tableaux déroulent implacablement le même scénario : parmi les nations riches, certains pays, ceux où les inégalités sont les plus frappantes, obtiennent des scores mauvais concernant l'ensemble de ces problématiques pour toute la population, y compris ses couches les plus favorisées. À l'autre extrémité, les pays les plus égalitaires sont systématiquement les « premiers de la classe ». Les écarts sont extrêmement importants. Les niveaux de violence observés, pour prendre un exemple précis, sont beaucoup plus importants dans les pays inégalitaires que dans les pays égalitaires. Ces différences sont telles qu'elles attirent immédiatement l'attention sur le fait que la dépense publique est forcément mise sous pression par l'inégalité, mais sous la forme d'investissements « négatifs », c'est-à-dire destinés à lutter contre le problème sans le moindre espoir de le résoudre en tant que tel. C'est la vue d'ensemble de la société qui compte pour comprendre ce qu'il s'y passe.



L'inégalité pousse à l'incarcération

Arrêtons-nous plus en détail sur le cas des peines et les incarcérations. Entre 1970 et 2005, période où les inégalités de revenu ont fortement augmenté dans les pays riches, en particulier aux Etats-Unis, le nombre de personnes incarcérées dans ce pays a quadruplé, passant de 0,5 à plus de 2 millions de détenus. On observe une augmentation considérable en Grande-Bretagne également. Dans d'autres pays développés, en revanche, aucune évolution frappante n'a été observée. Diverses recherches aux Etats-Unis ont montré que ce n'est pas tant la hausse de divers types de criminalité qui explique l'explosion de la population carcérale, mais bien la sévérité des peines prononcées. D'autres études comparant les Pays-Bas au Royaume-Uni ont fait apparaître que les taux d'incarcération très divergents de ces deux pays ne devaient rien à des taux de criminalité divergents, mais à des applications diverses des peines privatives de libertés et à la longueur des peines prononcées. Le taux d'incarcération est d'autant plus élevé que le pays est inégalitaire. Aux Etats-Unis, 576 personnes sont incarcérées pour 10'000 habitants, contre 124 au Royaume-Uni et 40 au Japon. Ces données proviennent de l'enquête des Nations unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale. En outre, les états américains les plus inégalitaires sont aussi ceux qui ont conservé la peine de mort. Du point de vue des minorités ethniques, en moyenne et

pour les Etats-Unis toujours, le risque d'incarcération des Afro-Américains est six fois plus élevé que celui des personnes de souche européenne.

Les données rassemblées par les auteurs sur le monde pénitentiaire montrent que les sociétés moins égalitaires sont plus punitives. Les systèmes japonais et néerlandais sont dépeints par les spécialistes comme des milieux soucieux de traiter les détenus comme des humains, capables de se remettre en question et de dialoguer avec des thérapeutes. Le tableau du monde carcéral américain est plus sombre, notamment avec la création de prisons de haute sécurité, par exemple. Wilkinson et Pickett concluent ainsi que « les taux d'incarcération ne sont pas tant déterminés par le taux de criminalité que par l'attitude des autorités en matière de sanction, de réhabilitation et de réforme. Dans les sociétés où les inégalités sont plus marquées, où les distances sociales entre les gens sont plus importantes, où les attitudes d'ostracisme sont davantage enracinées et où l'absence de confiance et la peur de la criminalité sont monnaie courante, opinion publique comme responsables politiques sont plus enclins à emprisonner les gens et à se draper dans des attitudes punitives à l'égard des « éléments criminels » de la société. Les sociétés plus inégalitaires sont aussi des lieux plus sévères, plus rudes. Et comme la prison n'est pas très efficace en matière de dissuasion ou de réhabilitation, il ne reste plus à la société qu'à vouloir maintenir un taux d'incarcération plus élevé (les coûts étant à l'avenant) pour des raisons qui n'ont plus rien à voir avec l'efficacité ». Il est à noter que les auteurs observent également que les inégalités sont liées à de mauvais résultats éducatifs, à l'obésité, au nombre de brevets déposés et aux taux de recyclage.

Pour réduire la pollution, réduisons les inégalités

Le chapitre intitulé « Egalité et soutenabilité » devrait intéresser tout particulièrement les milieux de l'écologie politique. Généralement, lorsque des scientifiques nous parlent de l'avenir, c'est pour poser des points d'interrogation sur les moyens qui s'offriront à l'humanité de concilier son envie d'émancipation, pour le dire en ces termes, et ce que notre planète peut « mettre à notre disposition ». Le changement de perspective que permet la connaissance des effets de l'inégalité dans les pays riches autorise, sans exagération aucune, un changement de perspective assez radical. Pour les auteurs, « vu les conséquences de l'inégalité sur les sociétés […] les gouvernements ne seront peut-être pas en mesure d'obtenir une diminution des émissions de carbone sans réduire aussi les inégalités ». À leurs yeux, il n'existe aucun doute sur le fait qu'il est possible de maintenir et surtout d'améliorer le bien-être de la population – y compris dans ses mesures objectives, comme la mortalité infantile ou l'espérance de vie – pour un coût écologique minimal. D'ailleurs, un pays dans le monde y parvient d'ores et déjà sans avoir accès aux meilleures technologies. Le seul problème, c'est qu'il ne s'agit pas d'une démocratie, point qui suscite une inquiétude légitime : le pays en question est Cuba. Contrairement aux idées reçues, imaginer une économie stationnaire, concept emprunté à Herman Daly, ne serait nullement synonyme de stagnation. En bref, il n'existe aucun moyen d'améliorer le bien-être des populations dans les sociétés riches ou en voie de le devenir sans une certaine dose d'égalité.

La conclusion, « Construire l'avenir », propose un axe de solution rarement abordé dans la pensée anglo-saxonne, perpétuellement obsédée par une notion de liberté qui fait office de fourre-tout. Ces sociétés auraient perdu la notion d'égalité relative – pourtant fondatrice – dans leur lutte avec le totalitarisme soviétique. Les inégalités seraient générées avant tout dans le monde du travail. L'Etat de droit et le suffrage universel protégeraient les sociétés modernes contre l'inégalité excessive, mais n'auraient que très peu de prise sur la sphère professionnelle. La propriété de l'entreprise et le contrôle du travail par les travailleurs, en revanche, seraient d'excellents moyens de créer des sociétés plus égalitaires. Et les pouvoirs publics disposent de tous les leviers qui permettraient d'organiser très progressivement cet immense changement de mœurs. Chacun posséderait des parts de la société pour laquelle il travaille dans la mesure des compétences dont il dispose. Les hiérarchies seraient soumises à un contrôle démocratique – relatif, bien entendu. L'intéressement mettrait entre les mains des travailleurs le pouvoir ultime de développer les processus d'entreprises qui, selon eux, fonctionnent le mieux. On regrettera seulement que nos auteurs n'aient visiblement pas connaissance des avancées post-keynésiennes, qui identifient clairement la taille des structures économiques, publiques ou privées, comme un facteur clé dans le creusement de toutes les inégalités.

La fin de l'innocence

Cet ouvrage comporte deux mérites qui sont comme les deux faces d'une épée de Damoclès. D'une part, si nous avions à titre personnel l'impression que les inégalités sont foncièrement mauvaises pour la société, y compris dans le monde riche, ce pressentiment se trouve confirmé au-delà de toute espérance. Il est réconfortant de voir ressurgir une nature humaine à mille lieues de l'homo œconomicus des théories mécanistes du monde, et de surcroît attestée d'une façon aussi probante. D'autre part, du point de vue de l'écologie politique, il ne sera plus jamais possible de dire que nous ne savions pas. Pour atteindre l'objectif d'une société moderne qui se serait débarrassée de toute empreinte écologique non soutenable, il faudra nécessairement trouver la voie d'une égalité relative du point de vue des revenus, et ce dans toute société. Voilà un thème politique pour les décennies à venir, puissions-nous l'aborder avec le recul et la maturité qui s'imposent. Les temps de l'innocence sont derrière nous.

Focus sur la création monétaire

En avril, Alternatives Economiques (AE) publiait un hors-série intitulé «La monnaie et ses mystères». On peut regretter ce titre un rien racoleur. Mais le problème de la dette grecque et la crise de l'euro remettent à l'ordre du jour la question monétaire et cette publication permet de prendre du recul par rapport aux turbulences que provoquent ces événements et de se reposer les bonnes questions. C'est ce que l'on va tenter de faire dans une série d'articles. Le premier de ces articles traite de la création monétaire par les banques. Les suivants seront consacrés au rôle et à la nature des banques centrales, à la catastrophe annoncée de l'euro et enfin aux monnaies alternatives.

Qu'est ce que la monnaie ?

Il n'est pas inutile de revenir à cette question de base. Selon l'économiste André Orléan, interrogé dans la remarquable émission «Déchiffrage» d'Arte consacrée à l'euro [1], deux approches sont couramment utilisées pour définir la monnaie. La première consiste à dire que la monnaie est l'instrument des échanges et qu'elle ne joue donc qu'un rôle secondaire par rapport à l'économie. Il précise que cette représentation est celle des concepteurs de l'euro et qu'elle a conduit à la catastrophe. La seconde approche paraît plus en accord avec la réalité: selon elle, la monnaie est une institution. C'est l'institution qui est au fondement de l'échange et de l'économie marchande. Elle est un rapport social, une croyance partagée qui identifie la valeur des biens échangés à une certaine monnaie. C'est donc l'affaire d'une communauté et cette communauté fait confiance à l'Etat pour garantir la valeur de sa monnaie.

Tout ceci paraît correspondre à l'expérience que chacun a de la monnaie. Pourtant, après réflexion, le doute s'installe: communauté d'intérêt? Confiance? Etat garant? Et si le capitalisme financier n'avait pas radicalement changé la donne? La confiance donnée ou retirée n'est pas celle du citoyen mais celle du spéculateur. Selon la Banque des Règlements Internationaux (BRI), le volume des transactions sur le marché des changes atteignait, en avril 2013, l'équivalent de 5'300 milliards de dollars par jour, un montant correspondant à deux fois le PIB annuel de la France. C'est une des raisons qui font que l'Etat et les banques centrales ont perdu une grande partie de leur pouvoir (demandez à la BNS ce qu'elle en pense !). Il est extraordinaire que les économistes d'AE ne le voient pas, ce qui démontre la puissance des anciens schémas d'analyse.

La création monétaire par les banques

Si l'on met de côté certaines interventions des banques centrales dont on reparlera, ce sont les banques qui créent la monnaie. Elles le font en accordant des crédits. Par rapport à toutes les institutions et organisations humaines, elles bénéficient donc d'un avantage absolument exorbitant que rien ne peut justifier. Mais il faut préciser deux choses de nature différente si l'on veut ne pas être accusé de simplisme. La première, c'est que cette prérogative est l'aboutissement d'une évolution historique qui s'étale sur trois ou quatre siècles et qui n'a jamais été remise en question dans sa globalité. La seconde, c'est qu'il est faux de croire que la création monétaire par les banques correspond à un profit. L'opération de prêt est neutre sur ce plan pour la banque, puisqu'elle enregistre à la fois un actif et un passif. L'actif est une créance contre l'emprunteur, le passif une dette en compte courant vis-à-vis de l'entreprise payée ou de sa banque, et c'est ce dernier enregistrement qui est la marque de la création monétaire. C'est l'intérêt que la banque exige de l'emprunteur qui est seule source de profit et la légitimité de l'intérêt n'est pas le sujet traité ici.

Ce système de création monétaire n'est pas, ou plutôt n'était pas, fondamentalement mauvais. Il a permis l'augmentation extraordinaire du niveau de vie moyen depuis la révolution industrielle. Il faut insister ici sur une réalité incontournable: tout développement économique exige une création monétaire. Mais ce système a dérapé sous l'effet du développement insensé des marchés financiers et il est maintenant hors de tout contrôle. Comme le rappelait récemment Le Courrier, moins de 2% des échanges monétaires de la planète servent à l'accès aux biens et aux services. Cela signifie que les marchés financiers n'ont à peu près aucune utilité sociale. On peut trouver une certaine utilité à quelques produits dérivés en rapport avec des opérations commerciales (couverture contre les pertes de change ou contre la hausse des matières premières), mais pour le reste tout n'est que spéculation.

Les grandes banques de la planète ont une responsabilité écrasante dans cette évolution. Il faut savoir que les banques créent également de la monnaie lorsqu'elles décident d'acheter un titre financier ou un immeuble. Cela est généralement passé sous silence et ce n'est pas innocent. Les banques enregistrent pour ce type d'opérations un actif (par exemple une obligation émise par une entreprise ou un Etat) et un passif (leur dette à l'égard du vendeur) et le tour est joué. Là encore, il n'y a pas de profit direct pour les banques, mais elles attendent un bénéfice de leur placement et il s'agit, dans la plupart des cas, de spéculation. Ce type

d'opérations a joué un rôle majeur dans la crise de 2008. Les années précédentes, en effet, les banques avaient acheté en masse des produits structurés pourris constitués à partir du marché américain de l'immobilier ou avaient prêté des sommes énormes aux hedge funds pour leur permettre de réaliser ce type d'opérations.

Dominique Plihon dans le hors-série de l'AE nous apprend que, de 1980 à 2010, la part des crédits à la clientèle est passée de 84% à 38%, alors que la part des titres a été multipliée par plus de sept, passant de 5% à 37%. Il vaut la peine de citer ses propos: «Les modalités de la création monétaire se sont donc diversifiées: désormais, les banques créent de la monnaie non seulement à l'occasion de leurs opérations de crédit (intermédiation traditionnelle), mais également en contrepartie de leurs opérations de financement par achats des titres émis par l'Etat et les entreprises (intermédiation de marché). Le crédit bancaire n'est plus qu'une des modalités de la création monétaire, qui pèse de moins en moins face à la création monétaire d'origine financière».

Plihon constate, mais ne propose aucune mesure. On ne s'attaque pas aux banques. Très concrètement qu'est-ce que cela signifie?

Cela signifie que les banques créent de la monnaie pour leur propre compte et utilisent cet argent pour spéculer massivement.

Le seul moyen d'empêcher cela aurait consisté à séparer les banques de dépôts – qui offrent des prêts classiques aux entreprises et aux particuliers – des banques dites d'affaires ou d'investissement – qui spéculent pour leur propre compte –. Or, aux Etats-Unis comme en Europe, le lobby bancaire a réussi à vider les lois prévoyant cette séparation de toute substance [2].

La soumission quasi absolue du politique aux exigences de l'économie et de la finance risque d'avoir des conséquences catastrophiques. Selon une étude de Price Waterhouse Coppers, citée par Guillaume Duval pour AE, les créances douteuses détenues par les banques européennes n'ont jamais cessé de progresser depuis 2008, passant de 494 milliards d'euros à 1'119 milliards en 2013. De son côté, KPMG parle de 1'500 milliards d'euros. Ces chiffres sont difficiles à vérifier, une recherche sur Internet ne donnant que peu de résultats. Ils sont bien sûr également très incertains, mais certainement sous-estimés par des cabinets d'audit toujours prêts à défendre le bien-fondé des décisions de leurs clients. Une bombe à retardement qui finira bien par éclater, malgré les propos rassurants des spécialistes de la finance. Pour eux, comme on le sait, les actions égoïstes et irrationnelles des intervenants sur les marchés ne peuvent qu'aboutir à l'équilibre et à l'augmentation du bien-être de tous.

Des mesures radicales

Aucun aménagement ne sauvera la planète d'un système qui produit des crises en continu. Une crise, ce n'est pas une baisse du PNB ou des obligations d'Etat à rembourser, ce sont des millions de drames humains: chômage, misère, décès par manque de soins médicaux, dépressions, suicides. La conduite des banquiers, spécialistes de la finance et spéculateurs de toutes sortes est criminelle et il s'agit d'y mettre fin.

Le système économique et financier est une construction humaine. Cette construction peut être défaite. C'est une question de volonté politique.

La création monétaire doit être mise au service de l'économie réelle. Le seul moyen d'y parvenir est d'enlever ce pouvoir au capitalisme financier, c'est-à-dire de socialiser les banques [3]. Les banques deviennent des propriétés publiques autogérées (coopératives publiques). La gestion est assurée par les travailleurs. Les décisions de crédit tiennent compte des besoins d'une économie sociale et solidaire respectueuse de l'environnement. Toute spéculation est ainsi empêchée.

Gérald Mermet

Notes

[1] Arte, 26.05.2015, avec la collaboration d'Alternatives Economiques

[2] Sur le sujet, voir les blogs du Diplo – Frédéric Lordon: La régulation bancaire au pistolet à bouchon

[3] Voir les blogs d'Attac – La socialisation des banques: une alternative au capitalisme financier

Un de nos fidèles militants nous a quitté

Le 18 juillet, Ernest Hamsag est décédé à l'âge de 85 ans.

Il faisait partie du comité d'attac genève depuis la création de l'association en 1998. Ces dernières années, il a également participé régulièrement à la coordination suisse. Ses compétences en économie nous ont apporté à toutes et tous des élans dans notre combat quotidien contre le néolibéralisme. Il a été fervent défenseur de la taxe sur les transactions financières. Ses convictions keynésiennes et sa lutte contre la financiarisation de l'économie nous apportaient de multiples détails précis pour nos argumentations. Il a alimenté notre travail par de multiples textes pertinents.

Ernest était d'une grande gentillesse, jeune d'esprit, prêt à prendre le micro dans chaque conférence. Ces dernières années, il manquait très rarement une réunion de notre comité.

Par son départ de ce monde, nous avons perdu un ami irremplaçable.

Gérard Scheller et le comité d'attac genève

Nicaragua, un petit pays scindé en deux par un mégaprojet

Après avoir fait parler de lui dans les années 1980 pour ses rêves de liberté et d'indépendance, le Nicaragua revient aujourd'hui sur le devant de la scène avec un mégaprojet de canal transocéanique soutenu par le président Daniel Ortega et porté par un homme d'affaires chinois. Ce canal, dans une vision de mondialisation des échanges commerciaux, permettra d'acheminer les marchandises d'un océan à l'autre. Certains se remettent alors à rêver alors que d'autres s'inquiètent…

Le Nicaragua est un petit pays d'Amérique Centrale, calme et discret. Bien que deuxième pays le plus pauvre de la région, avec plus de 45% de sa population de 6 millions d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté nationale (2012) et un niveau d'éducation des plus basiques, son taux de croissance annuel de plus 4% en fait rêver plus d'un, ses terres fertiles et ses ressources naturelles sont convoitées, sa situation géopolitique et commerciale est stratégique.

Suite à des années de guerre civile, Daniel Ortega fut élu président pour la première fois en 1984, dans un élan d'espoir et d'indépendance. Nouvellement élu en 2006 puis en 2011, il finit par céder un tiers de la superficie du pays à un homme d'affaire chinois en 2014 pour la construction supposée d'un canal transocéanique plus important que celui de Panama.

Le canal en bref

L'idée d'un canal à travers le Nicaragua n'est pas nouvelle. Dès l'époque coloniale, les projets se succédèrent mais ne furent jamais réalisés. Le projet actuel est mené par le consortium chinois HKDN et la mise en œuvre a débuté officiellement le 22 décembre 2014. Le canal devrait être opérationnel d'ici 2020. La concession sera en mains chinoises pour les 50 prochaines années, avec une possibilité de prolongement d'un autre demi-siècle, avant d'appartenir finalement au Nicaragua.

De 23 m de profondeur et 84 m de large (sans compter la bande de sécurité large de 500m sur chaque côté), le canal transocéanique scindera le Nicaragua en deux, sur une longueur de 278 km (plus de trois fois la longueur du canal de Panama).

L'itinéraire finalement choisi entre le village de Brito, sur la côte Pacifique, et Punta Gorda, côté Atlantique, traversera entre autres des plages encore vierges, des agglomérations, le lac Cocibolca, plus grande réserve d'eau douce d'Amérique Centrale, des surfaces de forêts. 100'000 personnes seront directement affectées. Sur leur passage, les supertankers trop gros pour pouvoir transiter par le canal de Panama verront s'ériger des ports, des routes, des voies de chemin de fer, des aéroports, des zones franches, des aires de golf et des hôtels de luxe. Le mégaprojet est devisé à quelques 50 milliards de dollars.

La construction du canal, un moyen de lutte contre la pauvreté ?

Le gouvernement compte sur ce mégaprojet pour diminuer drastiquement la pauvreté. La phase de construction du canal devrait créer 50'000 emplois temporaires, mais la moitié sera vraisemblablement attribuée à des chinois et autres travailleurs étrangers, souvent plus qualifiés. Lors de l'expérience de Panama, des 30'000 emplois promis seuls 10'000 furent créés; loin de diminuer les inégalités sociales, l'exploitation des travailleurs a augmenté et Panama se retrouve aujourd'hui avec 40% de sa population vivant en dessous du seuil de pauvreté. De plus, la zone du canal fut pour Panama une enclave américaine sur son territoire.

Côté agriculture, le canal et ses infrastructures vont diminuer les surfaces fertiles, donc le nombre d'emplois agricoles. Bien qu'un tiers des terres du pays soit déjà dévolu à l'exportation (café, cacao, tabac, céréales, fruits, teck), plus bénéfique en termes économiques, la souveraineté alimentaire sera diminuée. Au final, bon nombre d'experts assurent que le Nicaragua tirerait plus de revenus et de manière plus durable en vendant simplement de l'eau potable en provenance du lac Cocibolca.

Et l'environnement dans tout ça ?

Selon une étude du Centre Humboldt[1], la seule étude indépendante menée jusqu'alors, la construction du canal représenterait la plus grosse menace environnementale de toute l'histoire du pays, car elle pourrait exposer la population à une pénurie de ressources, d'eau potable et de nourriture, et conduire à une destruction irréversible de ses écosystèmes fragiles. En effet, le canal affectera 1'410 km^2 de réserves naturelles et sera responsable d'une déforestation significative. Le lac Cocibolca serait soumis à une pollution importante. Le président Ortega lui-même avait décrété en 2007 que « le lac n'est pas à sacrifier pour un canal, pour tout l'or du monde ». Il vient de se récrier il y a peu, arguant que le lac était de toute façon trop pollué et qu'il serait trop coûteux de l'assainir. Toujours d'après cette étude, les phénomènes extrêmes tels qu'ouragans, sécheresses et séismes présents au Nicaragua, ainsi que la forte sédimentation du lac, ne permettraient pas d'assurer la viabilité du canal. Des scientifiques du Centre Humboldt ont d'ailleurs calculé que dès 2039, au regard du changement climatique, le lac Cocibolca ne sera plus en mesure d'assurer le passage des bateaux. Finalement, il semble que les quantités de matériaux à excaver pour construire le canal n'aient pas été considérées. Il s'agirait de 5 milliards de m^3 sur une durée de cinq ans, ce qui représente quelques 2,7 millions de m^3 de matériaux par jour.

Des ombres sur le projet

Le projet du canal est ensuite montré du doigt comme le processus « le moins transparent de l'histoire nationale »[2]. En juin 2013, Ortega présenta donc Wang-Jing comme son associé et lui céda les concessions du canal, sans qu'il n'y ait eu le moindre appel d'offres et sans rien lui demander en contrepartie. La loi 840, posant les bases légales du canal, a été élaborée puis acceptée par l'assemblée en moins de

Plage El Gigante et ses pêcheurs, située à quelques kilomètres au nord de Brito.

Le Président Ortega et Wang-Jing.

trois jours. Sans consulter le peuple, Ortega a unilatéralement cédé ainsi à Wang-Jing un tiers de la surface du pays, avec ses sols fertiles et ses richesses naturelles, lui permettant de les exploiter, de les détruire ou de les polluer librement. Ainsi, Wang-Jing est devenu le propriétaire terrien le plus puissant du Nicaragua. Les droits lui étant attribués sont tels qu'aucune norme légale ou administrative ne peut l'affecter.

Suite à cela, le secrétariat de la Cours Suprême de Justice a reçu quelques 32 recours contre cette loi pour inconstitutionnalité, relative notamment à la souveraineté et à l'indépendance nationale, à l'environnement et au droit indigène.

Bon nombre d'autres questions restent ensuite sans réponse, rendant le projet du canal plus qu'opaque. Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'appel d'offres de la part de l'Etat du Nicaragua ? Qui est Wang-Jing ? Ce dernier, parfois surnommé « le fou du canal » par ses concitoyens, serait un personnage énigmatique jusque dans son propre pays. Homme d'affaires richissime, il possèderait plus de 20 entreprises actives dans 35 pays. L'une d'elles, le groupe HKND, appartient à un consortium enregistré aux Iles Caïman et dont le siège, introuvable et incontactable, serait à Hong-Kong[3].

La question de la provenance des 50 milliards de dollars nécessaires à la réalisation du canal se pose également. Wang-Jing dit pouvoir réunir l'argent grâce à des schémas de copropriété, de prêts bancaires, d'émissions de dettes et à une entrée en bourse, annoncée en 2014. Des actionnaires, pour l'heure anonymes, participeront également au financement du projet. Il ne parait néanmoins pas crédible qu'une entreprise inconnue puisse gagner en bourse une somme à la hauteur du coût du canal. Selon les économistes, la seule possibilité qu'aurait ce dernier de réunir cette somme serait d'obtenir des prêts bancaires ou de groupements d'investisseurs à fort capital. Ou alors, le soutien du gouvernement chinois, qui cependant réfute être derrière l'affaire, même si la participation de l'entreprise nationale China Railway Construction Corporation est avérée. Finalement, l'entreprise vise un retour sur investissement de 12 ans, ce qui est jugé totalement irréaliste par plusieurs experts[4].

Qu'en pense le peuple ?

Un sondage populaire mené dans tout le pays en décembre 2014 montre que le taux d'approbation du projet oscille entre 42% et 71%, en fonction de la distance au canal de la personne interrogée[5]. Plus la personne se trouve près de la route prévue, moins elle approuve le projet. Le thème des expropriations est l'un des sujets sensibles du dossier. La majorité des petits propriétaires terriens concernés se déclarent prêts à défendre leurs terres, pour simplement y vivre en paix. Pour l'heure, le seul mécanisme d'indemnisation proposé par la loi est le rachat des terrains selon leur valeur cadastrale et non selon leur valeur marchande. Lorsque les chinois sont arrivés pour prendre des mesures techniques et interroger les habitants concernant leur terre, l'armée nicaraguayenne a dû être présente pour les protéger. Au lieu de veiller sur sa population, l'armée confond ainsi son rôle et défend des citoyens étrangers venus s'accaparer les biens nationaux. La tension monte, au point que certains pensent que le pays pourrait être au bord d'une nouvelle guerre civile. Des slogans « no chinos » apparaissent ici et là et les altercations entre policiers anti-émeute et manifestants se multiplient dans plusieurs villes du pays, souvent réprimées par la violence.

Le canal, un mirage

Bien sûr, le projet de canal transocéanique du Nicaragua est fascinant pour les tenants de la croissance économique, des traités de libre commerce et pour les entreprises de construction. Le président Ortega y trouve assurément son compte aussi. Stratégiquement, cela permettrait à la Chine d'asseoir son influence dans la région en contrôlant le trafic de marchandises, notamment de matières premières, d'eau potable et de nourriture nécessaires à son propre développement. Mais la vente des terres fertiles nicaraguayennes à un chinois sous le prétexte de construire un canal transocéanique bénéfique au pays pourrait n'être qu'une façade à l'accaparement des terres. Il en va de même pour le réservoir d'eau potable que représente le lac Cocibolca.

Quels seront alors les bénéfices pour le peuple du Nicaragua ? Le pays a-t-il réellement besoin du canal ou est-ce une partie du reste du monde avide de consommation qui le croit nécessaire ? Quel modèle de développement souhaite le Nicaragua ? Le modèle imposé par la construction du canal sera de l'ordre du néolibéralisme, qui favorise une logique de croissance et d'accumulation et laisse dans son sillage un environnement détérioré, des privatisations et de la précarité sociale. De telles infrastructures de transport auront besoin d'une augmentation démesurée du trafic mondial de marchandises pour être rentables. En bref, la construction du canal est un pari sur le capitalisme sauvage et un acte en faveur d'une croissance insensée.

Des voix s'élèvent dans le pays pour dénoncer une mascarade. Beaucoup pensent que le canal ne sera jamais construit, qu'au mieux le chantier débutera mais sera abandonné au milieu, causant les dommages sociaux et environnementaux craints mais n'apportant jamais les promesses faites. Un trop grand nombre d'inconsistances et de doutes demeurent au moment où les travaux devraient commencer. Ce mégaprojet pourrait être une stratégie entrepreneuriale et géopolitique, « une pirouette financière mortelle sans filet de sécurité, une chimère ou quelque chose de pire encore », sachant que « même l'immunité souveraine de la Banque Centrale du Nicaragua est menacée »[6].

Serait-on en train de tromper la population du Nicaragua, ou Ortega se ferait-il tromper lui-même ? L'avenir nous le dira.

Aleia Terran,
notre correspondante sur place

Présence chinoise sur la route du canal, El Tule.

Ile d'Ometepe, réserve de biosphère sur le lac Cocibolca.

Notes

1 « Valoraciones Socio ambientales de la ruta del canal interoceánico», Rapport du Centre Humboldt, Managua, 2014
2 « Ortega-Wang récord por inconstitucional », Confidencial, 18.08.2013
3 « The Red Canal : Uncertainties surround Nicaragua's new waterway project ». Der Spiegel, 05.11.2014
4 « Cálculos de HKND no son realistas ». La Prensa, debut 2015
5 Sistema de Monitoreo de la opinión pública, Sismo XLIII, M&R Consultores, décembre 2014
6 « Wang-Jing, el loco del canal ». Confidencial, 31.07.2014

CYCLE DE CONFÉRENCES ET ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ATTAC SUISSE

Justice environnementale : L'écologie comme champ de bataille

Face aux nombreuses menaces écologiques qui nous guettent, les bonnes âmes appellent l'humanité à « dépasser ses divisions » pour s'unir dans un pacte environnemental. Sommes-nous pourtant toutes et tous vraiment dans le même bateau ? Et si, au contraire, cette vision consensuelle de l'écologie, niant tout clivage socio-politique et dépolitisant les enjeux, contribuait à garantir la survie d'un système injuste et insoutenable ? En adoptant la perspective de celles et ceux qui subissent tous les jours les conséquences du libre-échange érigé en dogme absolu, attac vous invite à un CYCLE DE CONFÉRENCES qui postulent l'existence d'une conscience écologique de classe – parce que si un autre monde est toujours possible, ce n'est qu'en multipliant les luttes qu'on y parviendra.

Jeudi 15 octobre, 20h, Lausanne

Maison de quartier sous gare, av. Dapples 50. **« Ecologie et classe populaires », avec Paul ARIÈS,** objecteur de croissance et rédacteur en chef du mensuel Les Z'indigné(e)s. En collaboration avec le ROC-VD.

Vendredi 23 octobre, 20h, Neuchâtel

Le Garage, rue de l'Eglise **« Le business est dans le pré », avec Aurélie TROUVÉ,** agronome, ancienne présidente d'ATTAC France et candidate à la présidence du FMI. En collaboration avec l'Initiative pour la souveraineté alimentaire.

Mercredi 28 octobre, 20h, Genève

Maison des Associations, rue des Savoises 15, Genève **« Climat et justice environnementale », avec Pablo SOLON,** ancien ambassadeur bolivien aux Nations-unies et co-organisateur du FSM de Tunis. En collaboration avec Climat et Justice Sociale.

17. Oktober, Basel

13.30-18 Uhr, Gewerkschaftshaus, **Klimagipfel unter Druck setzen.** Aktionsformen des zivilen Ungehorsams kennenlernen.

19. Oktober, Zürich

19 Uhr **Film: «Konsum, nein danke»,** dann Vortrag und Diskussion 19.45, Sihlquai 131, 2.OG , Klimagerechtigkeit - Wieso die früh industrialisierten Länder in der Klimaschuld stehen und was wir tun können.

9.November, Bern

Kirchgemeindehaus Frieden, 19 Uhr, **Divestment - eine Strategie für eine klimagerechte Welt?**

ENTREE LIBRE

Samedi 30 octobre 2015 Assemblée générale d'Attac suisse

Restaurant Romand,
chemin du Parc 10, Bienne, 16 heures.

L'ordre du jour sera prochainement communiqué sur notre site internet. L'assemblée sera suivie d'un film et de discussions.

Alternatiba Léman

Grand rassemblement pour le climat et fête des alternatives.
Genève, 18 - 20 septembre 2015

Ce grand évènement est la version lémanique d'Alternatiba qui s'était déroulé en 2013 à Bayonne. Environ 80 villes européennes préparent actuellement des Alternatiba. A Genève, plus de 250 organisations de la région lémanique seront présentes à ce festival transfrontalier des alternatives qui se tiendra dans le quartier Plainpalais. Au programme : stands, animations, ateliers, restauration, théâtres, musique, films, mais aussi des conférences, des tables-rondes et des débats. Attac genève sera également de la partie, de même des Attac de France voisine.

Les associations seront groupées selon les thèmes. On trouve ainsi par exemple un espace agriculture et alimentation, éco-habitat, finance responsable, mobilité, formation, médias alternatifs, énergie, alternatives numériques ou encore santé et bien-être et transition intérieure. Une très grande palette de domaines donc, présentant des alternatives concrètes, des germes pour une société réellement durable et plus juste. Un forum proposera des conférences sur des thématiques plus globales, sociétales, en lien avec des alternatives existantes.

Un objectif important d'Alternatiba est de sensibiliser le public au changement climatique. On discutera ainsi de la mobilisation pour la conférence sur le réchauffement climatique COP21 qui se tiendra à Paris en décembre. Cette conférence, qui devrait aboutir à un nouvel accord international, risque de produire des résultats largement insuffisants au vu de ce qui serait nécessaire pour limiter le réchauffement à 2 °C. D'où l'importance d'une forte mobilisation citoyenne lors de cet évènement.

https://alternatiba.eu/leman/